

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV^e Internationale

LAVAL AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME ALLEMAND ET DES TRUSTS FRANÇAIS

Par suite d'un retard technique, ce numéro de La Vérité paraît au mois de juillet. L'article ci-dessous, consacré à une déclaration de Laval, antérieure à son discours du 22 juin, pourrait sembler en retard sur l'actualité. Au contraire, le lecteur pourra comprendre, grâce à notre analyse de la déclaration Laval, quelles raisons poussent Hitler et Laval à s'entendre contre la classe ouvrière de France. Dans le prochain numéro de La Vérité nous compléterons notre analyse par celle du discours du 22 juin.

La déclaration faite, le 30 Mai dernier, par Laval, devant les présidents des 150 comités d'organisation, c'est-à-dire devant les représentants du grand capital français, est le prélude d'une action massive à la fois contre la classe ouvrière et contre les artisans et les petits et moyens industriels. Laval annonce qu'il va être procédé à "une certaine concentration industrielle". Que signifient ces paroles ? Les paroles signifient que, sous prétexte de "pénurie de matières premières et de moyens de transport", des milliers et des milliers de petites et moyennes entreprises vont être condamnées à fermer, des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers de ces entreprises vont être condamnés au chômage, des milliers de petits patrons vont être condamnés à la ruine. Pour se rendre compte de l'importance du secteur économique ainsi menacé d'asphyxie et de mort, il faut savoir qu'en France le nombre des établissements industriels occupant moins de 21 salariés était, avant la guerre actuelle, de 630.000, et que le nombre des salariés occupés dans ces établissements, ainsi que des salariés isolés, était de 2.445.000 : ces salariés représentaient 45% du prolétariat industriel français. Ainsi, la déclaration, faite le 30 Mai dernier par Laval, représente une menace de chômage pour près de la moitié du prolétariat industriel de France et une menace de ruine pour près des deux tiers des établissements industriels.

Comment se fait-il que Laval s'engage dans une telle voie ? Il ne suffit pas de dire, de façon simpliste, que Laval est un "traître", il faut comprendre les raisons de sa décision. La première raison, c'est la pression énorme exercée par l'impérialisme allemand sur le gouvernement de Vichy pour qu'il lui procure de la main-d'œuvre. L'économie allemande, en effet, est devenue tout à fait incapable de continuer à tourner au rythme qu'exige la guerre moderne, alors que cette même guerre, et la magnifique lutte de l'Armée rouge, ont eu pour conséquence la mobilisation de millions d'ouvriers. En dépit de la présence, en Allemagne, d'environ 3 millions d'ouvriers étrangers, la machine de guerre hitlérienne manque de bras ; les mesures destinées à recruter plus ou moins "librement", plus ou moins "volontairement" de la main-d'œuvre, dans les territoires occupés, sont devenues insuffisantes. D'où la campagne menée par les valets de plume de l'hitlérisme, notamment par Déat, en vue d'organiser un recrutement massif de main-d'œuvre en France. D'où la politique dans laquelle Vichy s'en est engagé aujourd'hui ; cette politique doit artificiellement condamner au chômage des millions d'ouvriers, qui seront ainsi pratiquement forcés de s'embaucher pour l'Allemagne, de quitter leurs foyers, de se mettre directement au service de la machine de guerre hitlérienne qui lutte contre l'Armée rouge.

Ce n'est pas sans résistance que Vichy s'engage dans cette voie. Vichy, en effet, n'est nullement prêt à jouer le rôle d'un simple agent d'exécution de l'impérialisme allemand. Vichy est, avant tout, le gouvernement de la grande bourgeoisie française, le gouvernement des trusts et des cartels "français". Voilà une chose qu'il ne faut pas oublier, et que L'Humanité oublie complètement, lorsqu'elle met sur le même pied la clique réactionnaire de Vichy et, par exemple, un gouvernement Quisling. Vichy, représentant la bourgeoisie française, ne pouvait se résoudre, sans regret, à laisser partir "son" prolétariat hors de France ; non, certes, par amour pour la classe ouvrière française, mais parce que chaque ouvrier qui quitte la France est une source de plus-value qui s'en va, parce que chaque ouvrier qui quitte la France est une source de profit de moins pour le capital "français", une source de profit de plus pour le capital "allemand". A partir du moment, donc, où l'impérialisme allemand s'est remis à revendiquer pour lui, non plus seulement la main-d'œuvre que le capital "français" était momentanément incapable d'employer — c'est-à-dire les chômeurs — mais aussi ceux à qui la bourgeoisie française faisait suer de la plus-value dans ses usines, les choses devaient se gâter entre Berlin et Vichy. C'est là, sans aucun doute, une des causes, parmi beaucoup d'autres, de la tension qui a abouti à la démission de Darlan et à la formation du gouvernement Laval.

Des trotskystes assassinés par les nazis

HOLLANDE. — Sneeoliet et sept de ses collaborateurs, dirigeants du R.S.A.P. (Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire), ont été condamnés à mort par un tribunal militaire allemand, pour le simple fait d'avoir reconstitué, illégalement, un parti révolutionnaire dissous. Sneeoliet et ses compagnons avaient quitté la IV^e Internationale, en 1937, pour des désaccords politiques profonds. Mais leur action passée, et leur condamnation, prouvent qu'ils étaient restés fidèles, comme nous, à la cause de la révolution socialiste mondiale. C'est pourquoi, sur leur tombe encore fraîche, nous faisons serment de les venger. Dans le long martyrologe de la révolution prolétarienne, leur nom brillera à côté des plus purs : Liebknecht, Luxemburg, Trotsky, et combien d'autres.

BELGIQUE. — Léon Lesoil et Léon de Lee, dirigeant et ancien dirigeant du Parti Socialiste Révolutionnaire (Section Belge de la IV^e Internationale) sont morts, le premier dans un camp de concentration belge, le second dans un camp près de Hambourg. Nous saluons en eux la IV^e Internationale meurtrie, mais dont les idées ne peuvent pas mourir, ne peuvent pas ne pas triompher.

Laval, sa déclaration du 30 Mai en est une preuve, à sa trouver un "terrain d'entente" entre la bourgeoisie française et la bourgeoisie allemande. Il l'a trouvée en se soumettant aux désirs du capital monopoliste. Nous sommes ici en présence de la seconde raison déterminante de la politique actuelle de Vichy.

Le Grand Capital a une tendance propre à éliminer par tous les moyens les petits et moyens industriels qui lui font concurrence et qui l'empêchent de dominer complètement le marché. Cette tendance va, naturellement, en s'affaiblissant au fur et à mesure que, par l'intermédiaire des banques, le Grand Capital parvient à dominer aussi, du moins partiellement, le secteur non concentré de l'industrie : elle va en s'affaiblissant aussi, au fur et à mesure que la prolétarisation des classes moyennes, à laquelle elle aboutit, risque de poser au régime des problèmes politiques et sociaux graves. Ce sont ces dernières considérations qui ont joué, en France, depuis le début du XX^e siècle, un rôle déterminant, et qui expliquent la concentration relativement faible de l'industrie française et, par voie de conséquence, l'énorme retard technique de l'économie française — car la concentration permet une utilisation plus rationnelle du machinisme, de la force motrice, etc.

Cependant, en dépit de l'affaiblissement de la tendance à la concentration, celle-ci subsiste et à chaque fois que le Grand Capital a la possibilité d'éliminer massivement, mais sans risques politiques et sociaux immédiats, une partie de la petite et moyenne industrie, il agit dans ce sens. Les exemples de ce fait sont nombreux : en Allemagne, c'est par dizaines de milliers que les petits patrons ont été sacrifiés au Grand Capital par le nazisme (ce prétendu défenseur des classes moyennes et ce soi-disant ennemi des cartels). Ainsi, le 6 Mars 1939, un décret du gouvernement hitlérien décidait la fermeture de toutes les petites entreprises (de l'industrie et du commerce) dont le chiffre d'affaires n'avait pas atteint un certain minimum au cours des années passées ; les ouvriers employés dans ces entreprises étaient tenus de s'embaucher, avant le 1^{er} Avril 1939, dans les grandes entreprises. Aujourd'hui, en France, le Grand Capital veut également profiter de la situation pour étrangler la petite et moyenne industrie, afin d'aboutir à la domination complète du marché, même s'il ne profite pas immédiatement de la main-d'œuvre ainsi "libérée", même s'il est incapable, demain, de fournir du travail à cette main-d'œuvre ; sur cette base, un accord était possible entre le capital allemand et le capital français ; c'est ce que Laval a expliqué, le 30 Mai, aux représentants des Comités d'organisation. En même temps, afin d'apporter une satisfaction à la bourgeoisie française toute entière — tout au moins à celle dont le capital continuera à fonctionner — Laval a annoncé que des mesures seront prises pour augmenter la durée actuelle du travail ("à toute augmentation de la durée actuelle du travail correspondra automatiquement un accroissement de la rémunération", a-t-il dit) ; ainsi, si le nombre de producteurs de plus-value au profit de la bourgeoisie française diminue, le capital espère s'y "retrouver" en faisant produire une plus-value supplémentaire à chaque ouvrier restant. Quant au prétendu "accroissement de rémunération", il est facile au Grand Capital, maître de tous les leviers de l'économie, d'en annuler l'effet par une nouvelle hausse des prix.

Telle est donc, dans ses buts et dans ses motifs, la politique économique annoncée par Laval le 30 Mai dernier. Cette politique lui permet de servir, à la fois, l'impérialisme allemand (auquel il fournit de la main-d'œuvre) et les trusts français (dont il renforce la domination) ; mais, comme nous l'avons dit,

elle condamne au chômage, ou à la désertion de tous leurs foyers, des millions d'ouvriers, elle condamne à la ruine des milliers de petits patrons ; en même temps, cette politique continue à affaiblir le potentiel de production de la France : les petites et moyennes entreprises fermées, soi-disant "momentanément", le seront, en fait, définitivement ; mais les forces productives ainsi anéanties ne seront remplacées par aucune autre. Ainsi, la concentration industrielle, à laquelle Laval veut procéder, loin d'être une source de progrès technique — comme elle pourrait l'être dans d'autres circonstances — sera une source de régression et d'affaiblissement économique. C'est ici, sans aucun doute, que le caractère régressif, réactionnaire, de la domination du Grand Capital apparaît au grand jour. C'est ici que l'on voit apparaître clairement le fait que le capitalisme a non seulement cessé d'être un facteur de progrès, mais qu'il est désormais un facteur de recul et de décadence.

Cet exemple vivant des buts et des motifs de la politique des trusts français et de leur représentant, Laval, montrera, non seulement à la classe ouvrière, mais aussi aux couches petites-bourgeoises, que le capitalisme décadent, en se maintenant, les conduit à la ruine et conduit à l'affaiblissement de l'économie toute entière. Il faut résister aux mesures qui seront prises en application d'une telle politique. La classe ouvrière, déjà sous-alimentée, doit se refuser à toute prolongation de la durée du travail (même "compensée" de façon illusoire par des augmentations de salaires) ; la classe ouvrière et de larges couches de la population doivent s'opposer aux mesures de concentration, soi-disant dictées par la "pénurie de matières premières", en constituant des comités où seront représentés à la fois, des ouvriers, des consommateurs et des petits patrons, comités qui se chargeront de recenser la production et les stocks de matières premières, comités qui se chargeront d'organiser la répartition de ces matières premières. Il faut que les travailleurs français s'unissent pour résister aux départs forcés vers l'Allemagne, où leur travail serait cent fois plus efficace pour l'hitlérisme qu'il ne l'est en France même.

Contre la politique criminelle de Laval qui lèse les intérêts des couches les plus larges de la population, il faut que se groupent tous ceux qui comprennent la nécessité de résister à cette politique et qui, demain, dans l'action, comprendront que la seule voie qui permette de briser définitivement la puissance de plus en plus réactionnaire du Grand Capital est la voie de la révolution prolétarienne.

Abel Bonnard se distingue

Depuis qu'il est ministre de l'Éducation Nationale, Abel Bonnard ne rate pas une occasion de faire savoir aux instituteurs qu'il y a quelque chose de changé. Les circulaires se succèdent à une cadence accélérée dans les écoles. L'une d'entre elles invitait les élèves à visiter l'exposition "Le Bolchevisme contre l'Europe" : chaque instituteur était tenu de la lire dans sa classe, en présence du directeur de l'école, et un compte-rendu attestant que tous l'avaient fait devait être envoyé à la Direction de l'Enseignement. Une autre a proclamé que, désormais, la neutralité scolaire n'existait plus. L'instituteur est maintenant tenu d'inculquer aux enfants les idées de la "révolution nationale". Enfin, le port "volontaire" de la francisque de Pétain est recommandé aux instituteurs et aux élèves : et cette dernière circulaire donne un avertissement menaçant, à peu près en ces termes : « Cette circulaire doit être signée par tous les instituteurs, afin qu'aucun ne puisse dire qu'il n'a pas été averti. »

Abel Bonnard s'imaginerait sans doute qu'il n'y a qu'à ordonner pour être obéi. Les ordres et les menaces n'empêcheront pas les instituteurs de haïr de plus en plus le régime actuel, ce qu'ils sauront prouver.